

les circonstances, je crois qu'un relèvement de l'impôt sur le revenu des particuliers favoriserait plus l'inflation qu'un impôt sur les dépenses. J'ai constaté que, dans les conditions actuelles, un relèvement de l'impôt sur le revenu signifie que ceux qui en acquittent les frais,—je songe en particulier au groupe important des syndiqués,—ne sont pas disposés à accepter un salaire net moins considérable. En d'autres termes, ils croient qu'ils devraient obtenir une augmentation de salaire pour faire contrepoids à tout impôt additionnel. Je ne développerai pas ici une thèse économique, mais j'affirme qu'en l'absence de l'augmentation de notre production globale il est inévitable que le relèvement des impôts abaisse le niveau de vie, afin qu'il y ait place pour un effort de défense accru. J'ai maintes fois exprimé cette idée. L'étape de l'étude en comité n'est pas le moment de revenir là-dessus. Je me contente donc de dire que cette idée est partagée par tous les économistes sérieux et compétents, par tous les gens avertis qui se penchent sur ces questions. Cependant, ce n'est pas cette considération qui a motivé mon action: le programme fiscal que j'offre ici est le plus propre, selon moi, à diminuer les forces inflationnistes, dans la mesure où cet aspect d'un programme fiscal peut y parvenir. Je ne prétends pas, je le répète, être omniscient, je puis me tromper; mais telle est mon opinion.

J'ai dit à mon honorable ami pourquoi, selon nous, l'impôt qui, comme la taxe de vente, frappe la dépense est moins inflationniste que le relèvement de l'impôt sur le revenu des particuliers ou la diminution de l'abattement. Je suis convaincu qu'un tel relèvement d'impôt entraînerait immédiatement des demandes assez généralisées d'augmentation de traitements ou de salaires, afin de faire contrepoids au nouvel impôt. Dans l'état actuel des choses, une forte proportion de ces augmentations de salaires se ferait sans un accroissement correspondant de la production, ce qui favoriserait inévitablement l'inflation. Je n'ai rien à ajouter. Mes vues sont bien connues. Mon honorable ami et d'autres ne les partagent pas, mais je ne puis rien ajouter à ce que j'ai dit une douzaine de fois.

**M. Knowles:** Le ministre ne reconnaît-il pas que toute nouvelle hausse du coût de la vie porte les ouvriers à réclamer, et à bon droit, un relèvement de salaire, tout comme lorsque leur salaire net diminue par suite d'un relèvement de l'impôt sur le revenu?

**M. Hees:** Voilà, à mon sens, un point très important. Le ministre a exposé deux raisons qui, selon moi, ne tiennent pas debout. Il a dit que les salariés exigeraient des relèvements de salaire si l'impôt sur le revenu est augmenté. Ils demanderont des relèvements

proportionnels, si au moyen du relèvement de la taxe de vente on augmente le prix des denrées qu'ils doivent acheter. Je crois donc que cet argument ne tient pas debout. Le ministre a ajouté qu'il nous faut abaisser le niveau de vie en relevant la taxe de vente.

**L'hon. M. Abbott:** Non, je n'ai pas dit cela. J'ai dit que, si nous n'augmentons pas notre production pour compenser l'effort de guerre au montant d'un milliard sept cent millions de dollars, il nous faudra abaisser notre niveau de vie. Je l'ai dit une douzaine de fois tant à la Chambre qu'ailleurs.

**M. Hees:** Vous faites exactement la même chose en relevant l'impôt sur le revenu, car de toute façon les gens n'ont pas d'argent à dépenser; l'argent est soustrait de leur revenu, alors quelle différence y a-t-il? Comme d'autres membres de l'opposition, je soutiens qu'il est bien plus juste de prélever un impôt sur le revenu car ainsi les petits salariés ne versent pas autant d'argent tandis que ceux qui touchent des traitements élevés versent davantage, puisqu'ils sont plus en mesure de payer. Mon affirmation n'est-elle pas juste?

**L'hon. M. Abbott:** Question d'opinion. C'est peut-être malheureux pour le pays, mais pour le moment ce n'est pas à mon honorable ami qu'incombe la responsabilité, puisqu'il n'est pas ministre des Finances. Je ne puis que répéter mon affirmation de tantôt, savoir, que j'ai présenté ce que j'estime être le meilleur programme possible. Mon ami a peut-être raison, je l'ignore. Je ne le crois pas, mais je suppose que ni lui ni moi ne pourrions convaincre l'autre.

**M. Coldwell:** Personne ne mettra en doute que pour accroître nos dépenses, tant pour la sécurité sociale que pour la défense, il nous faudra hausser notre production. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Nous différerons d'avis en ce qui a trait au mode d'imposition adopté par le ministre.

**L'hon. M. Abbott:** Nous discutons de méthodes.

**M. Sinnott:** J'attends depuis quelque temps l'occasion de placer un mot. Je me suis aussi fortement opposé à cet impôt que n'importe qui à la Chambre mais comme tout le monde je sais que le gouvernement devra trouver 350 millions de plus afin de les consacrer au versement de pensions de vieillesse, etc. Je ne fais pas partie du cabinet mais je suppose que s'il n'était pas appuyé de quelques députés d'arrière-plan comme moi, il ne demeurerait pas longtemps au pouvoir. De diverses parts on m'a proposé par téléphone un certain nombre de méthodes d'imposition autres que la taxe de vente. Comme je l'ai déjà signalé, pour stimuler les gens à travailler, nous